

L V M H

MOËT HENNESSY ♦ LOUIS VUITTON

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

**MARDI 25 NOVEMBRE 2014
10 HEURES**

AVIS DE CONVOCATION

Carrousel du Louvre
99, rue de Rivoli 75001 Paris

Accueil des actionnaires à partir de 9h00

Tout actionnaire se présentant
après 10h15 pourra assister à l'Assemblée générale
mais ne pourra pas voter.

Il n'est pas prévu de cocktail, ni de remise de cadeau,
à l'occasion de cette Assemblée.

SOMMAIRE

Avis de convocation	P. 4
Modalités de participation	P. 6
Organes de direction et de contrôle	P. 8
Rapport du Conseil d'Administration	P. 9
Communiqué	P.13
Projet de résolutions du Conseil d'administration	P.28
Demande d'envoi des documents et renseignements	P.31

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société **LVMH MOET HENNESSY-LOUIS VUITTON** sont convoqués au Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli à Paris (75001), le **mardi 25 novembre 2014 à 10 heures**, en **Assemblée générale mixte**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration
- Modification de l'article 28 des statuts relatif à l'affectation du résultat et à la répartition des bénéfices
- Affectation du Report à nouveau au compte Autres réserves
- Distribution exceptionnelle en nature d'actions de la société Hermès International

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée générale, tout actionnaire peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner procuration à toute personne physique ou morale de son choix ;
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire ;
- voter par correspondance.

Pour pouvoir participer, voter par correspondance ou se faire représenter, à cette Assemblée :

- les titulaires d'actions nominatives devront être inscrits dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société au troisième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le 20 novembre 2014, à zéro heure, heure de Paris, ; ils n'ont aucune formalité de dépôt à accomplir et seront admis sur simple justification de leur identité ;
- les propriétaires d'actions au porteur devront justifier de leur identité et de leur qualité d'actionnaire à la date ci-dessus en faisant parvenir à **LVMH – Service Actionnaires – 22 avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08** une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et justifiant de l'inscription ou de l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte s'ils n'ont pas leur domicile sur le territoire français. Cette attestation est annexée au formulaire unique ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par un intermédiaire inscrit. Une attestation de participation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le 20 novembre 2014.

Un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera adressé à tous les actionnaires nominatifs. Les titulaires d'actions au porteur désirant voter par correspondance ou se faire représenter pourront se procurer des formulaires auprès de l'intermédiaire qui assure la gestion de leurs titres. Leur demande devra être formulée par écrit et parvenir au siège social de la Société six jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à LVMH à l'adresse ci-dessus le 21 novembre 2014 au plus tard.

Conformément à l'article R.225-79 du Code de commerce, le formulaire de désignation du mandataire peut être adressé par voie électronique en envoyant un mail à l'adresse suivante : service-actionnaires@lvmh.fr. Pour les actionnaires au porteur, il doit être accompagné de l'attestation de participation établie par l'intermédiaire dépositaire des titres.

Les actionnaires qui auront envoyé un pouvoir, un formulaire de vote par correspondance ou une demande de carte d'admission ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée générale.

En cas de retour d'un formulaire par un intermédiaire inscrit, la Société se réserve le droit d'interroger ledit intermédiaire pour connaître l'identité des votants.

Conformément aux dispositions du point II de l'article L.225-126 du Code de commerce, sont privées du droit de vote pour la présente Assemblée générale et pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à leur revente ou leur restitution, les actions acquises au titre de l'une des opérations visées au point I dudit article qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à la Société et à l'Autorité des Marchés Financiers, au plus tard le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites à la Société. Ces questions doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président du Conseil d'administration au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 19 novembre 2014 inclus. Pour être prises en compte, elles doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Conseil d'administration

MODALITES DE PARTICIPATION

COMMENT VOUS RENDRE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

L'Assemblée aura lieu le **mardi 25 novembre 2014** au Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli, 75001 Paris à 10 heures précises.

Vous pouvez vous y rendre en métro (station Concorde ou Champs-Élysées Clémenceau), ou en bus (lignes 24, 42, 72, 73, 84, 94 arrêt Concorde).

COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

Pour pouvoir participer à l'Assemblée, il est indispensable d'être en possession d'une carte d'admission.

Cette carte vous sera délivrée dans les conditions suivantes :

- **Si vous détenez des actions au nominatif :**

Vous n'avez aucune démarche à effectuer, votre carte d'admission est jointe à la présente convocation. Il vous suffira de la présenter à l'accueil le jour de l'Assemblée.

- **Si vous détenez des actions au porteur :**

Vous devez faire une demande de carte d'admission à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de vos titres. Celui-ci nous fera parvenir une attestation de participation constatant la propriété de vos titres et nous vous adresserons directement votre carte d'admission.

- Le jour de l'Assemblée, tout actionnaire devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'émargement.
- Afin de recevoir votre carte en temps utile, nous vous recommandons de faire votre demande le plus tôt possible.
- Un actionnaire qui a exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

**POUR FACILITER LE BON DEROULEMENT
DE LA REUNION, NOUS VOUS REMERCIONS :**

- de vous présenter à l'avance muni de votre carte d'admission et d'une pièce d'identité pour signer la feuille de présence ;
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote qui vous aura été remis lors de la signature de la feuille de présence.

La carte d'admission est strictement personnelle et ne peut être cédée. Elle ne permet pas l'accès à une personne accompagnatrice.

VOUS NE POUVEZ PAS ASSISTER A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

Le formulaire unique de pouvoir et de vote par correspondance vous permet de participer aux votes des résolutions. Choisissez une des 3 options qui vous sont offertes en cochant la case correspondante.

- **Vous votez par correspondance : cochez la case 2**

Les cases correspondent aux résolutions proposées pages 28 et suivantes. Noircissez les cases correspondant à votre choix. Pour les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, noircissez les cases de votre choix. Pour les amendements ou résolutions nouvelles, cochez la case correspondant au mode de vote choisi. Datez et signez au bas du formulaire.

Nous vous rappelons qu'en application de l'article 57 du Règlement du Conseil (CE) n° 2157/2001 du 8 octobre 2001, les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des voix valablement exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

- **Vous donnez pouvoir au président : cochez la case 1**

En donnant pouvoir au Président, vous lui demandez de voter à votre place. Pour ce faire, ne portez aucune autre indication sur le formulaire de vote joint à cette convocation que la date et votre signature au bas du formulaire.

- **Vous vous faites représenter : cochez la case 3**

Il vous suffit de cocher la case 3 et de préciser l'identité de la personne qui vous représentera. Cette personne peut être toute personne physique ou morale de votre choix. Cette personne (ou son représentant si vous désignez une personne morale) devra justifier de son identité lors de l'émargement. Datez et signez au bas du formulaire.

Retournez ce formulaire, avant le 21 novembre 2014 à : **LVMH, Service Actionnaire, 22, avenue Montaigne, 75382 Paris cedex 08.**

ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTROLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bernard Arnault
Président-directeur général

Pierre Godé
Vice-Président

Antonio Belloni
Directeur général délégué

Antoine Arnault
Delphine Arnault
Nicolas Bazire
Bernadette Chirac ⁽¹⁾
Nicholas Clive Worms ⁽¹⁾
Charles de Croisset ⁽¹⁾
Diego Della Valle ⁽¹⁾
Albert Frère ⁽¹⁾
Marie-Josée Kravis ⁽¹⁾
Lord Powell of Bayswater
Marie-Laure Sauty de Chalon ⁽¹⁾
Yves-Thibault de Silguy ⁽¹⁾
Francesco Trapani
Hubert Védrine ⁽¹⁾

CENSEURS

Paolo Bulgari
Patrick Houël
Felix G. Rohatyn

COMITÉ D'AUDIT DE LA PERFORMANCE

Yves-Thibault de Silguy ⁽¹⁾
Président
Charles de Croisset
Nicholas Clive Worms ⁽¹⁾

COMITÉ DE SÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Albert Frère ⁽¹⁾
Président
Charles de Croisset ⁽¹⁾
Yves-Thibault de Silguy ⁽¹⁾

COMMISSAIRES AUX COMPTES

DELOITTE & ASSOCIES
représenté par Thierry Benoit

ERNST & YOUNG et Autres
représenté par Jeanne Boillet et Gilles Cohen

(1) Administrateur indépendant

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LVMH et Hermès International (« **Hermès** ») ont conclu le 2 septembre 2014, sous l'égide du Président du Tribunal de commerce de Paris, un protocole transactionnel visant à rétablir entre elles un climat de relations positives (le « **Protocole Transactionnel** »).

Aux termes du Protocole Transactionnel, LVMH s'est engagée à distribuer à ses actionnaires la totalité des 24.473.545 actions Hermès détenues par le groupe LVMH, représentant 23,18 % du capital de la société Hermès, étant précisé que la société Christian Dior, qui détient à ce jour 40,9 % du capital de LVMH par l'intermédiaire de la société Financière Jean Goujon, distribuera les actions Hermès ainsi reçues de LVMH à ses propres actionnaires.

L'opération projetée fait l'objet d'un communiqué détaillé en date du 3 novembre 2014 disponible sur le site internet de la Société à compter de cette date.

Nous vous avons réunis en Assemblée générale pour soumettre à votre approbation les décisions qui permettront la mise en œuvre du Protocole Transactionnel.

1. MODIFICATION DES STATUTS

Afin de pouvoir, notamment, mettre en œuvre l'opération décrite ci-dessus, nous vous proposons de modifier l'article 28 des statuts relatif à l'affectation des résultats et à la répartition des bénéfices en vue de prévoir la possibilité de procéder (i) à la mise en distribution exceptionnelle de biens figurant à l'actif de la Société, notamment de valeurs mobilières négociables, par imputation sur les bénéfices, le report à nouveau, les réserves ou les primes ainsi qu'à (ii) la distribution d'acomptes sur le dividende, ces acomptes pouvant être distribués en numéraire ou en nature, notamment par attribution de biens figurant à l'actif (en ce compris des valeurs mobilières négociables).

2. AFFECTATION DU REPORT A NOUVEAU AU COMPTE AUTRES RÉSERVES

Eu égard au caractère exceptionnel, tant par sa nature que par son montant, que revêtira la distribution des actions Hermès sur laquelle l'Assemblée est appelée à se prononcer, nous vous proposons d'affecter la totalité des sommes inscrites au compte Report à Nouveau, soit 5 456 891 995,69 euros au compte Autres Réserves qui se trouvera ainsi porté à 5 651 904 495,69 euros.

3. DISTRIBUTION EXCEPTIONNELLE EN NATURE D'ACTIONS HERMÈS

3.1. Caractéristiques de la Distribution en Nature

Nous vous proposons de vous prononcer sur une distribution exceptionnelle en nature représentée par des actions Hermès à concurrence de deux (2) actions Hermès pour quarante et une (41) actions LVMH détenues (la « **Distribution en Nature** »). Cette parité permet de réduire au minimum le nombre d'actions Hermès non comprises dans la Distribution en Nature.

La date de paiement de la Distribution en Nature a été fixée au 17 décembre 2014.

La Distribution en Nature bénéficiera à tous les actionnaires de LVMH dont les actions auront fait l'objet d'un enregistrement comptable à leur nom à l'issue du jour de bourse précédant la date de détachement et de mise en paiement, soit le 16 décembre 2014 (c'est-à-dire après prise en compte des ordres exécutés pendant la journée du 16 décembre 2014, quand bien même le règlement-livraison de ces ordres interviendrait postérieurement à la date de détachement). Les actions LVMH auto-détenues à la date de détachement de la Distribution en Nature n'auront pas droit à la Distribution en Nature.

Il est précisé que le montant correspondant à la Distribution en Nature (i) sera déterminé en retenant le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014 et (ii) ne pourra excéder le montant du report à

nouveau, des réserves et primes distribuables en application des textes en vigueur (ce montant s'élevait, au 31 décembre 2013, à 9.317 millions d'euros). Dans l'hypothèse où le montant de la Distribution en Nature dépasserait le plafond autorisé, le Conseil d'administration de LVMH aura tous pouvoirs afin de procéder à l'ajustement de la parité indiquée ci-dessus, de sorte que le montant mis en distribution n'excède pas ce plafond ; tel serait ainsi le cas, sur la base d'un montant distribuable de 9.317 millions d'euros et en retenant comme hypothèse que toutes les actions Hermès seraient distribuées, si le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement dépassait 380,70 euros. En cas d'ajustement de la parité retenue pour la Distribution en Nature, LVMH publiera un communiqué le matin du jour de la mise en paiement, une fois le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès connu.

Les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles. En conséquence, lorsque l'attribution à laquelle un actionnaire aura droit par application de la parité retenue ne sera pas un nombre entier d'actions Hermès (soit une détention d'actions LVMH inférieure à 41 ou ne correspondant pas à un multiple de 41), l'actionnaire recevra le nombre d'actions Hermès immédiatement inférieur, complété pour le solde d'une soulte en numéraire versée par LVMH dont le montant sera calculé proportionnellement au cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014. Dès lors, les actionnaires détenant moins de 41 actions LVMH au 16 décembre 2014 recevront exclusivement une soulte en numéraire.

Le montant correspondant à la Distribution en Nature, soit le nombre d'actions Hermès distribuées (qu'elles soient remises aux actionnaires de LVMH ou cédées notamment en raison des rompus) multiplié par le cours de bourse d'ouverture du 17 décembre 2014, sera imputé en priorité sur le poste Autres Réserves et, pour le surplus éventuel, sur les postes de primes de fusion, primes d'apport et primes d'émission, étant précisé qu'il vous sera préalablement proposé d'affecter la totalité du report à nouveau au 31 décembre 2013 au poste Autres Réserves.

En prenant pour hypothèse théorique l'absence de rompus (et donc de soulte) et d'ajustement de la parité, la société LVMH détiendra après la Distribution en Nature 1.097 actions Hermès (en prenant pour base de calcul le nombre d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre d'actions auto détenues au 20 octobre 2014), étant précisé qu'aux termes du Protocole Transactionnel, LVMH s'est engagée à céder ces actions au plus tard le 3 septembre 2015.

En tant que de besoin, la Distribution en Nature a fait l'objet d'une autorisation du Président du Tribunal de commerce de Paris par ordonnance en date du 23 octobre 2014 prise en application des dispositions des articles L. 232-13 et R. 232-18 du Code de commerce.

3.2. Protection des titulaires d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites

Afin de préserver les droits des titulaires d'options de souscription d'actions exerçables et des bénéficiaires d'attribution d'actions gratuites encore en période d'acquisition, nous vous proposons de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour ajuster, selon les principes prévus à l'article R. 228-91 du Code de commerce, (i) le nombre et le prix des actions sous option et (ii) le nombre d'actions gratuites attribuées et encore en période d'acquisition.

Conformément aux termes des règlements des plans d'options de souscription d'actions en vigueur, le Conseil d'administration a décidé, le 23 octobre 2014, de suspendre la faculté d'exercice des options de souscription exerçables à compter du 21 novembre 2014 et ce jusqu'au 17 décembre 2014.

3.3. Incidence de la Distribution en Nature sur les capitaux propres, le résultat net et l'endettement consolidés de LVMH

3.3.1. Incidence de la Distribution en Nature sur les capitaux propres consolidés part du groupe

La Distribution en Nature entraînera, le jour de la mise en paiement, une diminution des capitaux propres consolidés part du groupe de LVMH égale (i) au nombre d'actions Hermès distribuées multiplié par le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, plus (ii) la différence entre les impôts dus au titre de la Distribution en Nature et les impôts différés comptabilisés.

En outre, les actions Hermès étant valorisées dans les comptes de LVMH à leur valeur boursière, les capitaux propres part du groupe de LVMH varieront également, depuis les derniers comptes publiés au 30 juin 2014, en fonction de l'écart entre le cours auquel elles ont été valorisées à cette date (soit 269,50 euros) et le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature.

L'incidence de cette opération, et de la variation du cours d'Hermès, sur les capitaux propres consolidés part du groupe de LVMH par rapport à ceux figurant au bilan consolidé du 30 juin 2014 peut donc être résumée ainsi :

	Nombre d'actions en circulation	Capitaux propres part du groupe (en millions d'euros)	Capitaux propres part du groupe par action (en euros par action)
Situation au 30/06/2014	501.534.889*	27.544	54,92
Incidence (nette des impôts différés) de la variation du cours Hermès jusqu'à la date de mise en paiement⁽¹⁾		(889)	(1,77)
Incidence de la Distribution en Nature (y compris les impôts dus et nette de la reprise d'impôts différés)^{(1) (2)}		(5.828)	(11,62)
Situation post Distribution en Nature		20.827	41,53

(1) Le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement retenu dans le tableau ci-dessus, à titre d'exemple, est le cours de bourse de clôture le 20 octobre 2014, soit 230,95 euros par action Hermès.

(2) Pour les besoins du calcul, il a été retenu comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seront distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature.

* Nombre d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre d'actions auto-détenues par LVMH.

3.3.2. Incidence de la Distribution en Nature sur le résultat net consolidé part du groupe de LVMH

La Distribution en Nature entraînera la constatation, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, d'une plus-value exceptionnelle nette d'impôts égale (i) au nombre d'actions Hermès distribuées multiplié par le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, moins (ii) le prix de revient consolidé des actions Hermès distribuées, moins (iii) les impôts dus au titre de la Distribution en Nature.

A titre d'exemple, sur la base du cours de bourse de clôture de l'action Hermès au 20 octobre 2014 et en retenant comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seraient distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature, la plus-value consolidée s'élèverait à 2.004 millions d'euros avant impôts et à 1.697 millions d'euros après impôts.

Par ailleurs, de manière récurrente, la Distribution en Nature entraînera pour LVMH la perte du dividende qu'elle recevait jusqu'à présent d'Hermès. En 2013, net d'impôts, celui-ci se montait à 56 millions d'euros. La disparition de cette contribution entraînera la dilution suivante du résultat net part du groupe par action :

	Nombre moyen d'actions en circulation en 2013*	Résultat net part du groupe (en millions d'euros)	Résultat net part du groupe par action (en euros par action)
Exercice 2013	500.283.414	3.436	6,87
Incidence de la Distribution en Nature⁽¹⁾	-	(56)	(0,11)
Situation post Distribution en Nature	500.283.414	3.380	6,76
Dilution du résultat par action			(1,63) %

(1) Pour les besoins du calcul, il a été retenu comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seront distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature.

* Nombre moyen d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre moyen d'actions auto-détenues.

3.3.3. Incidence de la Distribution en Nature sur l'endettement consolidé de LVMH

La Distribution en Nature est sans conséquence sur l'endettement net consolidé de LVMH, hormis les impôts dus au titre de celle-ci. La distribution d'une soulte en numéraire aux actionnaires ne détenant pas un nombre d'actions LVMH donnant droit à un nombre entier d'actions Hermès aura une incidence non significative sur l'endettement net consolidé de LVMH (puisque les actions Hermès représentatives de droits formant rompus seront revendues).

Le communiqué détaillé joint au présent rapport précise le régime fiscal applicable à la distribution projetée d'actions Hermès et, selon l'usage, mentionne les facteurs de risques relatifs à celle-ci.

COMMUNIQUE

DISTRIBUTION EXCEPTIONNELLE EN NATURE D'ACTIONS HERMÈS INTERNATIONAL

Paris, le 3 novembre 2014

Les sociétés LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton (« **LVMH** ») et Hermès International (« **Hermès** ») ont conclu le 2 septembre 2014, sous l'égide du Président du Tribunal de commerce de Paris, un protocole transactionnel (le « **Protocole Transactionnel** ») visant à rétablir entre elles un climat de relations positives.

Aux termes de ce protocole, LVMH s'est engagée à distribuer à ses actionnaires la totalité des actions Hermès détenues par le groupe LVMH, étant entendu que la société Christian Dior, qui détient à ce jour 40,9 % du capital de LVMH par l'intermédiaire de la société Financière Jean Goujon, distribuera les actions Hermès reçues de LVMH à ses propres actionnaires.

Le Conseil d'administration de LVMH proposera donc à ses actionnaires, lors de l'assemblée générale mixte convoquée pour le 25 novembre 2014, d'approuver une distribution exceptionnelle en nature sous la forme d'actions Hermès dont les modalités sont décrites ci-après, étant précisé qu'en cas d'approbation de cette distribution par l'assemblée générale de LVMH, les sociétés Financière Jean Goujon et Christian Dior procéderont à la distribution, à leurs actionnaires respectifs, des actions Hermès ainsi reçues.

Ces distributions seront mises en paiement le 17 décembre 2014.

Pour mémoire, il est rappelé que le Conseil d'administration de LVMH lors de sa réunion du 24 juillet 2014 a décidé le versement d'un acompte sur dividendes en numéraire de 1,25 euro par action au titre de l'exercice 2014. Cet acompte sera mis en paiement le 4 décembre 2014.

A l'issue de ces opérations – et à l'exception des actions Hermès représentatives de droits formant rompus ou non distribuées du fait de la parité, dont la cession devra intervenir au plus tard le 3 septembre 2015 – les sociétés LVMH, Financière Jean Goujon et Christian Dior ne détiendront plus aucune action Hermès.

Enfin, toujours en application du Protocole Transactionnel :

- les sociétés LVMH, Financière Jean Goujon et Christian Dior, et leurs filiales respectives, se sont engagées à ne pas acquérir d'actions Hermès pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle toutes les actions Hermès représentatives de droits formant rompus ou non distribuées auront été cédées ; et
- Monsieur Bernard Arnault s'est engagé, pendant la même période de cinq ans que celle mentionnée ci-dessus, pour son compte et pour le compte des sociétés qu'il contrôle ou contrôlera directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, à ne pas détenir, seul ou de concert, directement ou indirectement, un nombre d'actions Hermès supérieur à celui qu'il aura reçu dans le cadre des distributions, qui représentera environ 8,5 % du capital d'Hermès.

Les engagements prévus ci-dessus cesseront de s'appliquer dans les hypothèses suivantes : (i) décision de la société H51, actionnaire d'Hermès à hauteur de 50,3 %¹, de céder la totalité de sa participation dans Hermès, (ii) décision des actionnaires d'H51 de céder le contrôle d'Hermès à un tiers extérieur au groupe familial Hermès ou (iii) offre publique sur Hermès approuvée par le Conseil de surveillance d'Hermès.

L'objet du présent communiqué est d'informer les actionnaires de LVMH des modalités techniques de la distribution en nature des actions Hermès et du contexte général dans lequel s'inscrit cette opération.

¹ Chiffre au 31 décembre 2013, sur la base des informations disponibles dans le document de référence 2013 d'Hermès déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 avril 2014 sous le numéro D.14-0323.

Les actionnaires de LVMH sont invités, pour toutes informations relatives à la société Hermès, à se reporter au document de référence 2013 d'Hermès déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 avril 2014 sous le numéro D.14-0323 et aux communiqués publiés par Hermès depuis cette date. Ces documents sont disponibles sur le site Internet d'Hermès (finance.hermes.com).

L'attention des actionnaires personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France est attirée sur le fait que la distribution en nature des actions Hermès est assujettie, dans les conditions décrites au paragraphe 3.1.1. ci-après, préalablement à la livraison des titres ou au paiement de la soulte, à un prélèvement non libératoire de 21 % du montant brut distribué (sauf cas de dispense détaillé ci-après) ainsi qu'à différents prélèvements sociaux à hauteur de 15,5 % du montant brut distribué, soit un total de prélèvements s'élevant à 36,5 % du montant brut distribué.

Le présent communiqué ne constitue (i) ni une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'une offre d'acquisition ou de souscription d'actions Hermès, (ii) ni une sollicitation afin d'obtenir un consentement ou un vote favorable en vue d'approuver les distributions décrites dans le présent communiqué, notamment dans une juridiction où une telle sollicitation n'est pas autorisée par les lois de cette juridiction.

Etats-Unis d'Amérique

Aucune action, valeur mobilière ou autre titre ne peut être offert, vendu ou transféré aux Etats-Unis d'Amérique en l'absence d'enregistrement ou de dispense d'enregistrement au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié. Les actions Hermès objet de la distribution en nature n'ont pas été et ne seront pas enregistrées aux Etats-Unis d'Amérique au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié, et la distribution en nature d'actions Hermès par LVMH n'a pas fait l'objet d'une approbation ou d'un rejet par la *U.S. Securities and Exchange Commission* (la « **SEC** ») ou par toute autre commission d'un Etat des Etats-Unis d'Amérique et ni ces commissions, ni la SEC n'ont revu l'exactitude ou le caractère approprié du présent communiqué. Toute affirmation contraire peut être considérée comme un délit pénal aux Etats-Unis d'Amérique.

Suisse

Ce communiqué en rapport avec la distribution en nature d'actions Hermès admises aux négociations sur le marché réglementé Euronext Paris ne constitue pas un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 du Code des Obligations, ni un prospectus de cotation au sens du règlement de cotation de la SIX Swiss Exchange.

1. MODALITÉS DE LA DISTRIBUTION EN NATURE

1.1. Caractéristiques de la Distribution en Nature

Conformément aux termes du Protocole Transactionnel, il sera proposé aux actionnaires de LVMH, à l'occasion de l'assemblée générale mixte du 25 novembre 2014, de se prononcer sur une distribution exceptionnelle en nature représentée par des actions Hermès à concurrence de deux (2) actions Hermès pour quarante et une (41) actions LVMH détenues (la « **Distribution en Nature** »). Cette parité permet de réduire au minimum le nombre d'actions Hermès non comprises dans la Distribution en Nature. Sur la base des informations disponibles au 20 octobre 2014, la Distribution en Nature porterait sur 24.472.448 actions Hermès² et le reliquat s'élèverait à 1.097 actions Hermès.

Le groupe LVMH détient 24.473.545 actions Hermès, représentant, sur la base du nombre d'actions et de droits de vote composant le capital d'Hermès au 30 septembre 2014, 23,18 % du capital social et 16,56 % des droits de vote de cette société. Les actions composant le capital social d'Hermès sont des actions ordinaires toutes de même catégorie, entièrement libérées, et cotées sur le marché réglementé Euronext Paris, compartiment A, sous le code ISIN FR0000052292.

La Distribution en Nature sera détachée et mise en paiement le 17 décembre 2014.

La Distribution en Nature bénéficiera à tous les actionnaires de LVMH dont les actions auront fait l'objet d'un enregistrement comptable à leur nom à l'issue du jour de bourse précédant la date de détachement et de mise en paiement, soit le 16 décembre 2014 (c'est-à-dire après prise en compte des ordres exécutés pendant la journée du 16 décembre 2014, quand bien même le règlement-livraison de ces ordres interviendrait postérieurement à la date de détachement) (les « **Ayants Droit à la Distribution en Nature** »). En cas de démembrement de propriété des actions, l'ayant droit à la distribution en nature sera le nu-propriétaire. Les actions LVMH auto-détenues à la date de détachement de la Distribution en Nature n'auront pas droit à la Distribution en Nature.

Il est précisé que le montant correspondant à la Distribution en Nature (i) sera déterminé en retenant le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014 et (ii) ne pourra excéder le montant du report à nouveau, des réserves et primes distribuables en application des textes en vigueur (ce montant s'élevait, au 31 décembre 2013, à 9.317 millions d'euros). Dans l'hypothèse où le montant de la Distribution en Nature dépasserait le plafond autorisé, le Conseil d'administration de LVMH aura tous pouvoirs afin de procéder à l'ajustement de la parité indiquée ci-dessus, de sorte que le montant mis en distribution n'excède pas ce plafond ; tel serait ainsi le cas, sur la base d'un montant distribuable de 9.317 millions d'euros et en retenant comme hypothèse que toutes les actions Hermès seraient distribuées, si le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement dépassait 380,70 euros. En cas d'ajustement de la parité retenue pour la Distribution en Nature, LVMH publiera un communiqué le matin du jour de la mise en paiement, une fois le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès connu.

Les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles. En conséquence, lorsque l'attribution à laquelle un actionnaire aura droit par application de la parité retenue ne sera pas un nombre entier d'actions Hermès (soit une détention d'actions LVMH inférieure à 41 ou ne correspondant pas à un multiple de 41), l'actionnaire recevra le nombre d'actions Hermès immédiatement inférieur, complété pour le solde d'une soulte en numéraire versée par LVMH dont le montant sera calculé proportionnellement au cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le 17 décembre 2014. Dès lors, les actionnaires détenant moins de 41 actions LVMH au 16 décembre 2014 recevront exclusivement une soulte en numéraire. Ainsi, à titre purement illustratif et en prenant pour hypothèse un cours de bourse théorique de l'action Hermès, à l'ouverture de la bourse le jour de la mise en paiement, de 230,95 euros³ :

² Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'actions LVMH donnant droit à la Distribution en Nature, au 20 octobre 2014, soit 501.685.204 actions (507.882.749 actions composant le capital de LVMH moins 6.197.545 actions auto-détenues), par le ratio de distribution, soit 2 actions Hermès pour 41 actions LVMH et en prenant pour hypothèse théorique l'absence de rompus.

³ Le cours de bourse théorique retenu pour les exemples ci-dessus (à savoir 230,95 euros par action Hermès) est le cours de bourse de clôture de l'action Hermès le 20 octobre 2014.

- un actionnaire détenant 30 actions LVMH ne recevrait aucune action Hermès mais exclusivement une soulte d'un montant brut de 337,97 euros correspondant à $30 \times (2/41) \times 230,95$ euros ;
- un actionnaire détenant 50 actions LVMH recevrait 2 actions Hermès et, pour le solde, une soulte d'un montant brut de 101,39 euros correspondant à $(50-41) \times (2/41) \times 230,95$ euros.

Le montant correspondant à la Distribution en Nature, soit le nombre d'actions Hermès distribuées (qu'elles soient remises aux actionnaires de LVMH ou cédées notamment en raison des rompus) multiplié par le cours de bourse d'ouverture du 17 décembre 2014, sera imputé en priorité sur le poste Autres Réserves et, pour le surplus éventuel, sur les postes de primes de fusion, primes d'apport et primes d'émission, étant précisé qu'il sera préalablement proposé à l'assemblée générale mixte de LVMH d'affecter la totalité du report à nouveau au 31 décembre 2013 au poste Autres Réserves.

La Distribution en Nature sera réalisée sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale mixte d'une résolution modifiant les statuts de LVMH aux fins d'autoriser la distribution de dividendes en nature.

En prenant pour hypothèse théorique l'absence de rompus (et donc de soulte) et d'ajustement de la parité, la société LVMH détiendra après la Distribution en Nature 1.097 actions Hermès (en prenant pour base de calcul le nombre d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre d'actions auto détenues au 20 octobre 2014), étant précisé qu'aux termes du Protocole Transactionnel, LVMH s'est engagée à céder ces actions au plus tard le 3 septembre 2015.

1.2. Calendrier de la Distribution en Nature

Le calendrier indicatif de la Distribution en Nature est le suivant :

20 octobre 2014	Publication au BALO de l'avis de réunion de l'assemblée générale mixte de LVMH
23 octobre 2014	Décision du Conseil d'administration de LVMH de suspendre le contrat de liquidité et la faculté d'exercice des options de souscription d'actions
3 novembre 2014	Publication au BALO de l'avis de convocation de l'assemblée générale mixte de LVMH
21 novembre 2014	Début de la période de suspension du contrat de liquidité et de la faculté d'exercice des options de souscription d'actions
25 novembre 2014	Assemblée générale mixte de LVMH modifiant les statuts de la société et approuvant la Distribution en Nature
4 décembre 2014	Mise en paiement de l'acompte sur dividendes en numéraire de LVMH au titre de l'exercice 2014
17 décembre 2014	Détachement du droit à la Distribution en Nature et mise en paiement Livraison des actions Hermès attribuées au titre de la Distribution en Nature à la banque centralisatrice Inscription en compte des actions Hermès attribuées au titre de la Distribution en Nature après présentation des droits de distribution par les intermédiaires financiers Fin de la période de suspension du contrat de liquidité et de la faculté d'exercice des options de souscription d'actions
19 décembre 2014	Versement par LVMH à la banque centralisatrice du montant correspondant à la soulte due au titre de la Distribution en Nature et paiement par celle-ci aux intermédiaires financiers des montants revenant à leurs clients au titre de la soulte, après présentation des droits de distribution formant rompus

1.3. Opérations connexes à la Distribution en Nature

En cas d'approbation par l'assemblée générale mixte de LVMH de la Distribution en Nature :

- la société Financière Jean Goujon procédera, au profit de la société Christian Dior, à la distribution, sous forme d'acompte sur dividendes, de l'ensemble des actions Hermès reçues au titre de la Distribution en Nature (l'« **Acompte FJG** ») ; et
- la société Christian Dior procédera, au profit de ses actionnaires, à la distribution de l'ensemble des actions Hermès reçues au titre de l'Acompte FJG, dans le cadre d'une distribution exceptionnelle en nature et d'un acompte sur dividendes en nature (la « **Distribution Exceptionnelle Christian Dior** »).

Le détachement et la mise en paiement de la Distribution en Nature, de l'Acompte FJG et de la Distribution Exceptionnelle Christian Dior interviendront le 17 décembre 2014.

Les actionnaires de LVMH sont invités, pour des informations plus détaillées sur la Distribution Exceptionnelle Christian Dior, à se reporter au communiqué qui sera publié par la société Christian Dior et disponible sur le site Internet de cette société (www.dior-finance.com).

2. MISE EN PAIEMENT DE LA DISTRIBUTION EN NATURE

Les opérations de mise en paiement de la Distribution en Nature interviendront à compter du 17 décembre 2014 dans les conditions précisées ci-après.

La banque qui assure les opérations de centralisation dans le cadre de la Distribution en Nature (la « **Banque Centralisatrice** ») est BNP Paribas Securities Services, 3 rue d'Antin – 75002 Paris.

Pour les Ayants Droit à la Distribution en Nature détenant des actions LVMH au porteur ou au nominatif administré :

- la Distribution en Nature sera réalisée *via* le détachement technique, le 17 décembre 2014, d'un droit de distribution d'actions Hermès non négociable et non cessible, qui sera automatiquement attribué par Euroclear France aux établissements financiers teneurs de compte, sur la base des positions en actions LVMH dûment enregistrées auprès d'Euroclear France en fin de journée comptable du 16 décembre 2014, à raison d'un droit par action ordinaire LVMH ;
- à compter du 17 décembre 2014, les établissements financiers teneurs de compte présenteront à la Banque Centralisatrice, d'une part, les droits de distribution par multiple de 41 droits et, d'autre part, les droits de distribution formant rompus ;
- la Banque Centralisatrice créditera chaque établissement financier (i) à compter du 17 décembre, du nombre entier d'actions Hermès correspondant aux droits présentés par multiple de 41 et (ii) à compter du 19 décembre 2014, du montant en numéraire de la soulte, dont le montant sera déterminé le 17 décembre 2014 proportionnellement au cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès à cette même date ;
- les teneurs de comptes créditeront ensuite les actions Hermès et, le cas échéant, la soulte leur revenant sur les comptes des Ayants Droit à la Distribution en Nature détenant des actions LVMH au porteur ou au nominatif administré ;
- les Ayants Droit à la Distribution en Nature devront s'acquitter auprès de leur intermédiaire habilité des prélèvements sociaux et/ou du prélèvement non libératoire ou de la retenue à la source exigibles au titre de la Distribution en Nature.

Pour les Ayants Droit à la Distribution en Nature détenant des actions LVMH au nominatif pur :

- dès après l'assemblée générale du 25 novembre 2014, chaque Ayant Droit à la Distribution en Nature concerné sera informé par courrier des modalités d'attribution des actions Hermès et, le cas échéant de la soulte ;
- avant le 17 décembre 2014, chaque Ayant Droit à la Distribution en Nature concerné devra communiquer à LVMH les coordonnées du compte sur lequel les actions Hermès devront être créditées ainsi que celles du compte espèces sur lequel il souhaite que, le cas échéant, la soulte en numéraire soit versée ;
- la Distribution en Nature sera réalisée *via* le détachement technique, le 17 décembre 2014, d'un droit de distribution d'actions Hermès non négociable et non cessible, qui sera automatiquement crédité par Euroclear France sur un compte ouvert au nom de LVMH, sur la base des positions en actions LVMH des Ayants Droit à la Distribution en Nature dûment enregistrées auprès de LVMH en fin de journée comptable du 16 décembre 2014, à raison d'un droit par action ordinaire LVMH ;
- à compter du 17 décembre 2014, LVMH présentera à la Banque Centralisatrice, d'une part, les droits de distribution par multiple de 41 droits et, d'autre part, les droits de distribution formant rompus ;
- LVMH créditera ensuite les comptes des Ayants Droit à la Distribution en Nature détenant des actions LVMH au nominatif pur (dont les coordonnées auront été communiquées à LVMH) des actions Hermès et, le cas échéant, du montant net de la soulte ;
- les Ayants Droit à la Distribution en Nature devront s'acquitter auprès de LVMH des prélèvements sociaux et/ou du prélèvement non libératoire ou de la retenue à la source exigibles au titre de la Distribution en Nature ; les modalités de règlement de ces prélèvements feront l'objet d'un courrier spécifique qui sera adressé par LVMH à chacun des Ayants Droit à la Distribution en Nature concernés dès après l'assemblée générale du 25 novembre 2014.

Les actionnaires qui souhaiteront céder les actions Hermès reçues dans le cadre de la Distribution en Nature devront prendre contact avec leur banque teneur de compte.

3. RÉGIME FISCAL DE LA DISTRIBUTION EN NATURE

Les dispositions suivantes résument les conséquences fiscales françaises susceptibles, en l'état de la législation en vigueur à ce jour, de s'appliquer aux actionnaires de LVMH au titre de la Distribution en Nature.

L'attention de ceux-ci est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé du régime fiscal applicable en vertu de la législation en vigueur à ce jour, donné à titre d'information générale. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires qui pourraient être assorties d'un effet rétroactif ou s'appliquer à l'année ou à l'exercice en cours.

Les informations fiscales ci-dessous ne constituent pas une description exhaustive de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires de LVMH au titre de la Distribution en Nature.

Les actionnaires de LVMH sont invités à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se reporter (i) aux dispositions de la convention fiscale en vigueur entre leur Etat de résidence et la République française, (ii) aux dispositions de la législation fiscale française et (iii) à la législation de leur Etat de résidence et/ou de nationalité qui peuvent s'appliquer à elles afin de connaître le traitement fiscal qui leur sera applicable. Ces personnes sont invitées à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de connaître le traitement fiscal qui s'applique à la Distribution en Nature.

Si une quote-part de la Distribution en Nature correspond, d'un point de vue fiscal, à un remboursement d'apport, LVMH indiquera, dans un communiqué publié le 17 décembre 2014, la répartition de la Distribution en Nature d'un point de vue fiscal entre, d'une part, une distribution de revenus de capitaux mobiliers et, d'autre part, un remboursement d'apport, lequel remboursement ne sera pas considéré comme une distribution de revenus et ne sera donc pas, à ce titre, soumis à un prélèvement français effectué par l'établissement payeur de la Distribution en Nature ou à une retenue à la source française.

3.1. Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

L'attention des actionnaires personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France est attirée sur le fait que la Distribution en Nature est assujettie, dans les conditions décrites au paragraphe 3.1.1. ci-après, préalablement à la livraison des titres ou au paiement de la soulte, à un prélèvement non libératoire de 21 % du montant brut distribué (sauf cas de dispense détaillé ci-après) ainsi qu'à différents prélèvements sociaux à hauteur de 15,5 % du montant brut distribué, soit un total de prélèvements s'élevant à 36,5 % du montant brut distribué.

3.1.1. *Personnes physiques détenant des actions LVMH dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations*

3.1.1.1 *Prélèvement de 21 %*

En application de l'article 117 quater du Code Général des Impôts (« CGI »), depuis le 1^{er} janvier 2013, sous réserve des exceptions visées ci-après, les personnes physiques domiciliées en France sont assujetties obligatoirement à un prélèvement non libératoire au taux de 21 % sur le montant brut des revenus distribués. Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des revenus s'il est situé en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, soit par le contribuable lui-même, soit par la personne qui assure le paiement des revenus, lorsqu'elle est établie dans un Etat membre de l'Union européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qu'elle a été mandatée à cet effet par le contribuable.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1^o du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement, dans les conditions prévues à l'article 242 quater du CGI, c'est-à-dire en produisant, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus distribués, auprès des personnes qui en assurent le paiement, une attestation sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement desdits revenus est inférieur aux seuils susmentionnés.

Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1^o du IV de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux montants mentionnés au paragraphe ci-avant sont assujetties au prélèvement.

Le prélèvement ne s'applique pas aux revenus afférents à des titres détenus dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions (« PEA »).

3.1.1.2 *Impôt sur le revenu*

En vertu des dispositions de l'article 158 du CGI, depuis le 1^{er} janvier 2013, les dividendes sont obligatoirement pris en compte dans le revenu global de l'actionnaire dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception. Ils sont soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif et bénéficient d'un abattement non plafonné de 40 % sur le montant des revenus distribués (« **Réfaction de 40 %** »).

En application de l'article 193 du CGI, le prélèvement non libératoire de 21 % s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. S'il excède l'impôt sur le revenu dû, l'excédent est restitué.

Si les actions de LVMH sont détenues dans le cadre d'un PEA, les dividendes et revenus distribués assimilés sont exonérés d'impôt sur le revenu, sous réserve du respect des conditions d'application du régime propre au PEA.

3.1.1.3 Prélèvements sociaux

Par ailleurs, que le prélèvement de 21 % soit ou non applicable, le montant brut des revenus distribués par LVMH (avant application de la Réfaction de 40 %) sera également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5 %, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« **CSG** ») au taux de 8,2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** ») au taux de 0,5 % ;
- le prélèvement social au taux de 4,5 % ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3 % ; et
- le prélèvement de solidarité au taux de 2 %.

Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 % du revenu imposable de l'année de son paiement, ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités déclaratives et les modalités de paiement du prélèvement de 21 % et des prélèvements sociaux qui leurs seront applicables.

3.1.1.4 Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus

En vertu de l'article 223 sexies du CGI, les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu sont redevables d'une contribution assise sur le montant du revenu fiscal de référence du foyer fiscal tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, sans qu'il soit fait application des règles de quotient définies à l'article 163-0 A du CGI. Le revenu de référence visé comprend notamment les dividendes et revenus distribués perçus par les contribuables concernés avant Réfaction de 40 %. Cette contribution est calculée en appliquant un taux de :

- 3 % à la fraction de revenu fiscal de référence comprise entre 250.000 euros et 500.000 euros pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés, et à la fraction de revenu fiscal de référence comprise entre 500.000 euros et 1.000.000 d'euros pour les contribuables soumis à une imposition commune ;
- 4 % à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 500.000 euros pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés, et à la fraction de revenu fiscal de référence supérieure à 1.000.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune.

3.1.1.5 Fraction de la Distribution en Nature ayant fiscalement la nature d'un remboursement d'apport

Selon la doctrine publiée par l'administration fiscale (BOI-RPPM-PVBMI-20-10-20-40-20141014, n° 240), les répartitions effectuées par une société à ses associés ou actionnaires personnes physiques et présentant fiscalement pour ces derniers le caractère d'un remboursement d'apports ou de primes d'émission au sens du 1° de l'article 112 du CGI ne sont pas considérées comme des revenus distribués, ne sont pas à ce titre imposables à l'impôt sur le revenu et ne sont donc pas assujettis aux prélèvements et impôts exposés aux 3.1.1.1 à 3.1.1.4. Toutefois, en cas de cession ultérieure de leurs titres par ces associés ou actionnaires personnes physiques, le montant de ces répartitions vient en diminution du prix d'acquisition ou de souscription des titres tel que déterminé dans les conditions de l'article 150-0 D du CGI. Les actionnaires dont

le prix de revient fiscal de l'action LVMH serait inférieur au montant du remboursement d'apport, de même que les actionnaires qui auraient bénéficié d'un report ou d'un sursis d'imposition à l'occasion de l'acquisition de leurs actions LVMH, sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer le traitement fiscal qui leur est applicable.

3.1.2. Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)

3.1.2.1 Personnes morales n'ayant pas la qualité de société mère en France

Les personnes morales autres que celles ayant la qualité de sociétés mères au sens de l'article 145 du CGI devront comprendre les dividendes et revenus distribués perçus dans le résultat imposable à l'impôt sur les sociétés au taux de 33 1/3 %. S'y ajoutent, le cas échéant, (i) une contribution sociale égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés, après application d'un abattement de 763.000 euros par période de douze mois (article 235 ter ZC du CGI), et (ii) pour les sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250.000.000 euros, d'une contribution exceptionnelle de 10,7 % (article 235 ter ZAA du CGI), assise sur l'impôt sur les sociétés tel que déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt.

Cependant, en application de l'article 219 I-b du CGI, pour les personnes morales dont le chiffre d'affaires hors taxes annuel est inférieur à 7.630.000 euros et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré pour au moins 75 % par des personnes physiques ou par une société satisfaisant à l'ensemble de ces conditions, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à 15 %, dans la limite de 38.120 euros du bénéfice imposable par période de douze mois. Ces personnes morales sont, en outre, exonérées de la contribution sociale de 3,3 % et de la contribution additionnelle de 10,7 % mentionnées ci-dessus.

3.1.2.2 Personnes morales ayant la qualité de société mère en France

Les personnes morales détenant au moins 5 % du capital et des droits de vote de LVMH et qui remplissent les conditions prévues par les articles 145 et 216 du CGI peuvent bénéficier, sur option, d'une exonération des dividendes et revenus distribués encaissés en application du régime des sociétés mères et filiales. Le I de l'article 216 du CGI prévoit toutefois la réintégration, dans les résultats imposables, au taux de droit commun, de la personne morale bénéficiaire des distributions, d'une quote-part de frais et charges fixée uniformément à 5 % du produit total des participations, crédit d'impôt compris.

3.1.2.3 Fraction de la Distribution en Nature ayant fiscalement la nature d'un remboursement d'apport

Les personnes morales sont invitées à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer le traitement fiscal qui leur est applicable, à la lumière de leur situation particulière, à raison de la perception de la fraction de la Distribution en Nature ayant la nature d'un remboursement d'apport.

3.1.3. Autres actionnaires

Les actionnaires de LVMH soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les contribuables dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

3.2. Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

En l'état de la législation française en vigueur à ce jour et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer aux investisseurs (i) qui ne sont pas domiciliés en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France et (ii) dont la propriété des actions n'est pas rattachable à une base fixe ou à un établissement stable soumis à l'impôt en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'assurer auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, et doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence et/ou de nationalité.

Sous réserve des dispositions des conventions fiscales internationales éventuellement applicables et des exceptions visées ci-après, le montant brut des revenus distribués fera, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire effectif est situé hors de France.

Sous réserve de ce qui est précisé ci-après et de la satisfaction des formalités idoines, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % par le 1^o de l'article 187 du CGI lorsque le bénéficiaire est une personne physique domiciliée dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et lorsque les revenus distribués ouvrent droit à l'abattement prévu au 2^o du 3 de l'article 158 du CGI, (ii) 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme sans but lucratif qui a son siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, qui serait imposé selon le régime de l'article 206-5 du CGI s'il avait son siège en France et qui remplit les critères prévus par les paragraphes 580 et suivants de l'instruction fiscale BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325, et à (iii) 30 % dans les autres cas.

En outre, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, les revenus distribués par LVMH font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 % lorsque les dividendes sont payés hors de France dans un Etat ou territoire « non coopératif » au sens de l'article 238-0 A du CGI. La liste des Etats et territoires non coopératifs est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement. La liste au 1^{er} janvier 2014 a été mise à jour par l'arrêté du 17 janvier 2014 (Journal Officiel du 19 janvier 2014) et est composée des Etats et territoires suivants : Botswana, Iles Vierges Britanniques, Brunei, Montserrat, Guatemala, Nauru, Iles Marshall et Niue. Les investisseurs qui pourraient être concernés par cette mesure et ceux qui sont domiciliés ou établis dans un Etat ou territoire dit non coopératif sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour déterminer le traitement fiscal qui s'applique à eux.

La retenue à la source peut être supprimée pour les actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne, détenant au moins 10 % du capital de LVMH, et remplissant toutes les conditions de l'article 119 ter du CGI. Par ailleurs, sous réserve de remplir les conditions précisées dans la doctrine administrative publiée au BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20140725, les personnes morales qui détiendraient au moins 5 % du capital et des droits de vote de LVMH pourraient sous certaines conditions bénéficier d'une exonération de retenue à la source si leur siège de direction effective est situé soit dans un autre Etat membre de l'Union européenne, soit dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions comportant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Par ailleurs, et sous réserve du paiement dans un Etat ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI, aucune retenue à la source n'est applicable en vertu du 2 de l'article 119 *bis* du CGI aux dividendes distribués à des organismes de placement collectif de droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et remplissant les deux conditions suivantes :

- lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs ;
- présenter des caractéristiques similaires à celles des organismes de placement collectif de droit français relevant de la section 1, des paragraphes 1, 2, 3, 5 et 6 de la sous-section 2, de la sous-section 3, ou de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre IV du titre I^{er} du livre II du Code monétaire et financier.

Les conditions de cette exonération ont été détaillées dans le bulletin officiel des finances publiques du 12 août 2013 (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70).

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des conventions fiscales signées par la République française. Il appartient par ailleurs aux actionnaires de LVMH de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer s'ils sont susceptibles de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source en vertu des principes qui précèdent ou des dispositions des conventions fiscales internationales, et afin de connaître les modalités pratiques d'application de ces conventions telles que notamment prévues par le BOI-INT-DG-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « *normale* » ou dite « *simplifiée* » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

4. PROTECTION DES TITULAIRES D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET D'ACTIONS GRATUITES

Conformément aux termes des règlements des plans d'options de souscription d'actions en vigueur, le Conseil d'administration a décidé, le 23 octobre 2014, de suspendre la faculté d'exercice des options de souscription exerçables, c'est-à-dire les plans attribués par le Conseil d'administration de LVMH lors de ses réunions du 12 mai 2005, 11 mai 2006, 10 mai 2007, 15 mai 2008, 14 mai 2009 et 29 juillet 2009 (les « **Options de Souscription** »), à compter du 21 novembre 2014 et ce jusqu'au 17 décembre 2014.

4.1. Maintien des droits des titulaires d'options de souscription d'actions

En conséquence de la Distribution en Nature, il sera proposé aux actionnaires de LVMH, à l'occasion de l'assemblée générale mixte du 25 novembre 2014, de décider que les droits des titulaires des Options de Souscription seront préservés et que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour ajuster le nombre et le prix des actions sous option selon les principes prévus à l'article R. 228-91 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration de LVMH procédera comme suit à l'ajustement des droits des titulaires des Options de Souscription n'ayant pas exercé leurs options avant la suspension de la faculté d'exercice des options.

4.1.1. Ajustement du prix d'exercice

Le prix de souscription d'une action sous option après ajustement sera égal à :

$$\begin{array}{l} \text{prix de souscription} \\ \text{d'une action sous} \\ \text{option avant} \\ \text{ajustement} \end{array} \times \left(1 - \frac{\text{Montant de la Distribution en Nature par action LVMH}}{\text{Valeur de l'action LVMH avant la Distribution en Nature}} \right)$$

Le Conseil d'administration retiendra, pour les besoins de cet ajustement :

- pour le « *Montant de la Distribution en Nature par action LVMH* », deux quarante et unième du cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès constaté sur le marché réglementé Euronext Paris le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, soit le 17 décembre 2014 ; et
- pour la « *Valeur de l'action LVMH avant la Distribution en Nature* », la moyenne arithmétique des moyennes pondérées par les volumes des cours de l'action LVMH constatées sur le marché réglementé Euronext Paris pendant les 3 dernières séances de bourse qui précèdent le premier jour où les actions LVMH sont cotées ex-Distribution en Nature, soit le 17 décembre 2014.

4.1.2. Ajustement du nombre d'actions sous option

Le nombre d'actions LVMH sous option après ajustement sera égal à :

$$\text{nombre d'actions avant ajustement} \times \frac{\text{prix de souscription d'une action sous option avant ajustement}}{\text{prix de souscription d'une action sous option après ajustement}}$$

Pour les besoins de cet ajustement, le nombre d'actions sous option sera, le cas échéant, arrondi à l'unité supérieure.

4.2. Maintien des droits des bénéficiaires d'actions gratuites

En conséquence de la Distribution en Nature, il sera proposé aux actionnaires de LVMH, à l'occasion de l'assemblée générale mixte du 25 novembre 2014, de décider que les droits des bénéficiaires des plans d'attribution d'actions gratuites dont la période d'acquisition n'a pas expiré avant le 17 décembre 2014 (les « **Actions Gratuites** ») seront préservés et que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour ajuster le nombre des Actions Gratuites attribuées et encore en période d'acquisition selon les principes prévus à l'article R. 228-91 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration de LVMH procédera à l'ajustement des droits des bénéficiaires des Actions Gratuites attribuées et encore en période d'acquisition le 16 décembre 2014 en multipliant le nombre d'Actions Gratuites attribuées et encore en période d'acquisition, pour chacun des bénéficiaires, par le ratio suivant :

Valeur de l'action LVMH avant la Distribution en Nature

Valeur de l'action LVMH avant la Distribution en Nature – Montant de la Distribution en Nature
par action LVMH

Le Conseil d'administration retiendra, pour les besoins de cet ajustement :

- pour la « *Valeur de l'action LVMH avant la Distribution en Nature* », la moyenne arithmétique des moyennes pondérées par les volumes des cours de l'action LVMH constatées sur le marché réglementé Euronext Paris pendant les 3 dernières séances de bourse qui précèdent le premier jour où les actions LVMH sont cotées ex-Distribution en Nature, soit le 17 décembre 2014 ; et
- pour le « *Montant de la Distribution en Nature par action LVMH* », deux quarante et unième du cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès constaté sur le marché réglementé Euronext Paris le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, soit le 17 décembre 2014.

Pour les besoins de cet ajustement, le nombre d'Actions Gratuites sera, le cas échéant, arrondi à l'unité supérieure.

5. INCIDENCE DE LA DISTRIBUTION EN NATURE SUR LES CAPITAUX PROPRES, LE RÉSULTAT NET ET L'ENDETTEMENT CONSOLIDÉS DE LVMH

5.1. Incidence de la Distribution en Nature sur les capitaux propres consolidés part du groupe

La Distribution en Nature entraînera, le jour de la mise en paiement, une diminution des capitaux propres consolidés part du groupe de LVMH égale (i) au nombre d'actions Hermès distribuées multiplié par le cours de

bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, plus (ii) la différence entre les impôts dus au titre de la Distribution en Nature et les impôts différés comptabilisés.

En outre, les actions Hermès étant valorisées dans les comptes de LVMH à leur valeur boursière, les capitaux propres part du groupe de LVMH varieront également, depuis les derniers comptes publiés au 30 juin 2014, en fonction de l'écart entre le cours auquel elles ont été valorisées à cette date (soit 269,50 euros) et le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature.

L'incidence de cette opération, et de la variation du cours d'Hermès, sur les capitaux propres consolidés part du groupe de LVMH par rapport à ceux figurant au bilan consolidé du 30 juin 2014, peut donc être résumée ainsi :

	Nombre d'actions en circulation	Capitaux propres part du groupe (en millions d'euros)	Capitaux propres part du groupe par action (en euros par action)
Situation au 30/06/2014	501.534.889*	27.544	54,92
Incidence (nette des impôts différés) de la variation du cours Hermès jusqu'à la date de mise en paiement⁽¹⁾		(889)	(1,77)
Incidence de la Distribution en Nature (y compris les impôts dus et nette de la reprise d'impôts différés)^{(1) (2)}		(5.828)	(11,62)
Situation post Distribution en Nature		20.827	41,53

(1) Le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement retenu dans le tableau ci-dessus, à titre d'exemple, est le cours de bourse de clôture le 20 octobre 2014, soit 230,95 euros par action Hermès.

(2) Pour les besoins du calcul, il a été retenu comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seront distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature.

* Nombre d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre d'actions auto-détenues par LVMH.

5.2. Incidence de la Distribution en Nature sur le résultat net consolidé part du groupe de LVMH

La Distribution en Nature entraînera la constatation, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, d'une plus-value exceptionnelle nette d'impôts égale (i) au nombre d'actions Hermès distribuées multiplié par le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement de la Distribution en Nature, moins (ii) le prix de revient consolidé des actions Hermès distribuées, moins (iii) les impôts dus au titre de la Distribution en Nature.

A titre d'exemple, sur la base du cours de bourse de clôture de l'action Hermès au 20 octobre 2014 et en retenant comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seraient distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature, la plus-value consolidée s'élèverait à 2.004 millions d'euros avant impôts et à 1.697 millions d'euros après impôts.

Par ailleurs, de manière récurrente, la Distribution en Nature entraînera pour LVMH la perte du dividende qu'elle recevait jusqu'à présent d'Hermès. En 2013, net d'impôts, celui-ci se montait à 56 millions d'euros. La disparition de cette contribution entraînera la dilution suivante du résultat net part du groupe par action :

	Nombre moyen d'actions en circulation en 2013*	Résultat net part du groupe (en millions d'euros)	Résultat net part du groupe par action (en euros par action)
Exercice 2013	500.283.414	3.436	6,87
Incidence de la Distribution en Nature ⁽¹⁾		(56)	(0,11)
Situation post Distribution en Nature	500.283.414	3.380	6,76
Dilution du résultat par action			(1,63) %

(1) Pour les besoins du calcul, il a été retenu comme hypothèse que toutes les actions Hermès détenues par LVMH seront distribuées dans le cadre de la Distribution en Nature.

* Nombre moyen d'actions composant le capital social de LVMH diminué du nombre moyen d'actions auto-détenues.

5.3. Incidence de la Distribution en Nature sur l'endettement consolidé de LVMH

La Distribution en Nature est sans conséquence sur l'endettement net consolidé de LVMH, hormis les impôts dus au titre de celle-ci. La distribution d'une soulte en numéraire aux actionnaires ne détenant pas un nombre d'actions LVMH donnant droit à un nombre entier d'actions Hermès aura une incidence non significative sur l'endettement net consolidé de LVMH (puisque les actions Hermès représentatives de droits formant rompus seront revendues).

6. FACTEURS DE RISQUES

Ces facteurs de risques doivent être attentivement pris en considération.

6.1. Facteurs de risques spécifiques liés à la Distribution en Nature

Les principaux facteurs de risques relatifs à la Distribution en Nature sont décrits ci-après. L'attention des actionnaires de LVMH est attirée sur le fait que la liste des risques présentée ci-après n'est pas exhaustive et que d'autres risques inconnus ou dont la réalisation à la date du présent communiqué n'est pas considérée comme susceptible d'avoir un effet défavorable sur la Distribution en Nature, peuvent exister :

- la Distribution en Nature est subordonnée à la décision des actionnaires de LVMH de modifier les statuts de LVMH afin de prévoir, notamment, la possibilité pour LVMH de distribuer des biens figurant à l'actif de la société et notamment des valeurs mobilières négociables par imputation sur les bénéfices, le report à nouveau, les réserves ou les primes ;

- dans l'hypothèse où la Distribution en Nature dépasserait le plafond fixé par l'assemblée générale de LVMH, le Conseil d'administration serait amené à procéder à l'ajustement nécessaire de la parité, de sorte que le montant mis en distribution n'excède pas ce plafond ; tel serait ainsi le cas, sur la base d'un montant distribuable de 9.317 millions d'euros et en retenant comme hypothèse que toutes les actions Hermès seraient distribuées, si le cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès le jour de la mise en paiement dépassait 380,70 euros ;
- les actions Hermès non distribuées ou correspondant aux rompus seront vendues d'ici au 3 septembre 2015 ; en outre, des actionnaires de LVMH pourraient vendre tout ou partie des actions Hermès qu'ils recevront dans le cadre de la Distribution en Nature, notamment ceux assujettis au prélèvement non libératoire au taux de 21 % et aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5 % du montant brut de l'attribution reçue dans le cadre de la Distribution en Nature. Ceci pourrait induire une pression à la baisse sur le cours de bourse des actions Hermès ;
- le cours de bourse de l'action Hermès pourrait baisser après la Distribution en Nature ;
- la législation fiscale pourrait évoluer défavorablement par rapport au régime fiscal actuel.

6.2. Facteurs de risques relatifs à Hermès et à son activité

Les principaux facteurs de risques relatifs à Hermès et à son activité sont décrits dans le document de référence 2013 d'Hermès déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 avril 2014 sous le numéro D.14-0323, auquel les actionnaires de LVMH sont invités à se référer.

PROJET DE RESOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSOLUTION RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

1^{ère} résolution

(Modification de l'article 28 des statuts)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide :

- d'ajouter un paragraphe après le septième paragraphe de l'article 28 des statuts (« *affectation des résultats et répartition des bénéfices* ») rédigé comme suit :

« L'Assemblée générale peut également décider la mise en distribution de biens figurant à l'actif de la Société et notamment de valeurs mobilières négociables par imputation sur les bénéfices, le report à nouveau, les réserves ou les primes. L'Assemblée générale peut décider que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles, nonobstant les dispositions du dernier paragraphe de l'article 8 des statuts. L'Assemblée générale pourra notamment décider que, lorsque la quote-part de la distribution à laquelle l'actionnaire a droit ne correspond pas à un nombre entier de l'unité de mesure retenue pour la distribution, l'actionnaire recevra le nombre entier de l'unité de mesure immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire. »

- de modifier le huitième paragraphe de l'article 28 des statuts (« *affectation des résultats et répartition des bénéfices* ») comme suit :

« Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts, et prise en compte s'il y a lieu du report bénéficiaire antérieur, dispose d'un bénéfice, le Conseil d'Administration peut décider de distribuer, avant l'approbation des comptes de l'exercice, des acomptes sur dividende dont il fixe les modalités et en particulier le montant et la date de répartition. Ces acomptes peuvent être distribués en numéraire ou en nature, notamment par attribution de biens figurant à l'actif de la Société (en ce compris des valeurs mobilières négociables). En cas de distribution d'un acompte en nature, le Conseil d'administration peut décider que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles, nonobstant les dispositions du dernier paragraphe de l'article 8 des statuts. Le Conseil d'administration pourra notamment décider que, lorsque la quote-part de la distribution à laquelle l'actionnaire a droit ne correspond pas à un nombre entier de l'unité de mesure retenue pour la distribution, l'actionnaire recevra le nombre entier de l'unité de mesure immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. »

Le reste de l'article 28 des statuts demeurant inchangé.

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

2^{ème} résolution

(Affectation du report à nouveau au compte Autres Réserves)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter la totalité des sommes inscrites au compte report à nouveau, soit 5 456 891 995,69 euros, au compte Autres Réserves, qui, de ce fait, s'élèvera à 5 651 904 495,69 euros.

3^{ème} résolution

(Distribution exceptionnelle en nature d'actions de la société Hermès International)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise :

- du rapport du Conseil d'administration ;
- du communiqué détaillé relatif au projet de distribution en nature d'actions Hermès International qui a été publié préalablement à la présente assemblée ;

prend acte des montants inscrits au poste Autres Réserves et aux postes Primes de fusion, Primes d'apport et Primes d'émission,

décide :

- de procéder, dans les conditions et selon les modalités décrites ci-après, à une distribution exceptionnelle sous la forme d'une attribution d'actions de la société Hermès International, à raison de 2 actions Hermès International pour 41 actions de la Société ;
- que les ayants droit à l'attribution d'actions Hermès International seront les actionnaires de la Société dont les actions auront fait l'objet d'un enregistrement comptable à leur nom à l'issue du jour de bourse précédant la date de détachement et de mise en paiement (c'est-à-dire après prise en compte des ordres exécutés pendant la journée précédant celle du détachement de la distribution exceptionnelle, quand bien même le règlement-livraison de ces ordres interviendrait postérieurement à la date de détachement) ;
- que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles. En conséquence, lorsque l'attribution à laquelle un actionnaire aura droit par application de la parité retenue ne sera pas un nombre entier d'actions Hermès International (soit une détention d'actions de la Société inférieure à 41 ou ne correspondant pas à un multiple de 41), l'actionnaire recevra le nombre d'actions Hermès International immédiatement inférieur, complété pour le solde d'une soulte en numéraire versée par la Société dont le montant sera calculé proportionnellement au cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès International le jour de la mise en paiement de la distribution exceptionnelle ;
- que les actions Hermès International ainsi attribuées seront évaluées au cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès International le jour de la mise en paiement de la distribution exceptionnelle ;
- que le montant correspondant à la distribution exceptionnelle, soit le nombre d'actions Hermès International distribuées (qu'elles soient remises aux actionnaires ou cédées notamment en raison des rompus) multiplié par le cours de bourse d'ouverture le jour de la mise en paiement de la distribution exceptionnelle, sera prélevé en priorité sur le poste Autres Réserves et, pour le surplus éventuel, sur les postes Primes de fusion, Primes d'apport et Primes d'émission, étant entendu que le montant total de la distribution exceptionnelle d'actions Hermès International ne pourra excéder le montant des réserves et primes distribuables en application des textes en vigueur (le montant de la distribution exceptionnelle s'élèverait à 5 652 165 218 euros, en prenant pour hypothèses (i) que les 24.473.545 actions Hermès International détenues par la Société sont intégralement distribuées et (ii) un cours de l'action Hermès International égal à 230,95 euros, soit le cours à la clôture le 20 octobre 2014) ;
- que dans l'hypothèse où, compte tenu du cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès International le jour de la mise en paiement, la distribution dépasserait le plafond autorisé, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs afin de procéder à l'ajustement de la parité indiquée ci-dessus, de sorte que le montant mis en distribution n'excède pas ce plafond ;
- que la date du détachement et de la mise en paiement de la distribution exceptionnelle telle que fixée par le Conseil d'administration, sera communiquée aux actionnaires au plus tard quatre jours ouvrés avant la mise en paiement ;

- que les droits des titulaires d'options de souscription d'actions de la Société en vigueur à la date de détachement de la distribution exceptionnelle seront préservés et que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour ajuster le nombre et le prix des actions sous option selon les principes prévus à l'article R. 228-91 du Code de commerce ;
- que les droits des bénéficiaires des plans d'attribution d'actions gratuites dont la période d'acquisition n'aura pas expiré avant le jour du détachement de la distribution exceptionnelle seront préservés et que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour ajuster le nombre d'actions gratuites attribuées et encore en période d'acquisition selon les principes prévus à l'article R. 228-91 du Code de commerce.

L'Assemblée générale prend acte :

- que les actions LVMH détenues par la Société au jour de la mise en paiement n'auront pas droit à la distribution objet de la présente résolution, conformément à l'article L. 225-210 du Code de commerce ;
- que l'exercice des options de souscription d'actions de la Société a été suspendu à compter du 21 novembre et jusqu'à la date de mise en paiement de la distribution exceptionnelle ;
- que l'exécution du contrat de liquidité conclu par la Société avec les sociétés Oddo & Cie Entreprise d'Investissement et Oddo Corporate Finance le 23 septembre 2005 a été suspendue à compter du 21 novembre et jusqu'à la date de mise en paiement de la distribution exceptionnelle ;
- qu'en cas d'ajustement, la parité retenue pour la distribution exceptionnelle fera l'objet d'un communiqué, le matin du jour de la mise en paiement, dès connaissance du cours de bourse d'ouverture de l'action Hermès International ;
- que les actions Hermès International non attribuées en raison notamment des rompus ou d'un ajustement de la parité seront vendues ;
- qu'en cas de démembrement de propriété des actions de la Société, les ayants droit à la distribution exceptionnelle seront les nus-propriétaires.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué, pour prendre toutes dispositions nécessaires en vue de la réalisation des opérations prévues dans la présente résolution, effectuer les calculs et ajustements nécessaires, notamment s'agissant de la parité, imputer le montant exact de la distribution exceptionnelle sur le poste Autres Réserves et les postes de primes, vendre le cas échéant les actions Hermès International non attribuées, et plus généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire.

DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

visés par l'article R.225-83 du Code de commerce

Document à retourner complété et signé à :

LVMH

Service Assemblées

22, avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08

Je soussigné(e) (EN LETTRES MAJUSCULES)

NOM ET PRENOMS :

ADRESSE :

CODE POSTAL ET VILLE :

agissant en qualité d'actionnaire de la société LVMH, demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 25 novembre 2014, dont la liste figure à l'article R.225-83 du Code de commerce.

Fait à..... le.....

(Signature)

Ces documents seront également tenus à la disposition des actionnaires à l'adresse suivante LVMH – Service Assemblées 22 avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08.

Note importante : la présente formule n'est à renvoyer, datée et signée, que si l'actionnaire entend se prévaloir des dispositions réglementaires citées. Dans ce cas, cette demande doit parvenir à l'adresse ci-dessus, au plus tard le cinquième jour avant la réunion. La présente formule peut constituer une demande générale pour toutes les assemblées, si l'actionnaire le précise.

L V M H

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 152 300 959,50 EUROS

Siège social :
22, avenue Montaigne - 75008 Paris
775 670 417 RCS Paris